

GRED

Gouvernance
Risque
Environnement
Développement

La lettre du GRED
N° 8 - Septembre 2015

Éditorial

SOMMAIRE

Éditorial 1

Projets de recherche

Une recherche d'accompagnement
des PSE à Madagascar 2

Petites catastrophes dans des
espaces négligés : une étude
d'un quartier informel urbain
dans Manille, Philippines 4

Actualités

Nouvelles parutions 6

Les Cafés de la biodiversité 7

Soutenances 7

Publications 8



Photo J. Blanco

Au moment de rédiger ce premier éditorial en tant que directeur d'Unité, je voudrai débiter en rendant hommage à mon prédécesseur et en le remerciant. Le premier quadriennal a globalement été un succès, le GRED est à présent bien reconnu et identifié par ses deux tutelles sur les domaines et les thématiques de recherche traités dans l'unité. A nous de dynamiser le collectif, étendre nos réseaux, faire preuve d'originalité et avoir de l'ambition pour le quinquennal en cours.

Certes, la campagne de recrutement en CR2 à l'IRD ne nous a pas été favorable, et c'est un semi échec, mais nous comptons parmi nous une nouvelle professeure et l'unité a obtenu un contrat doctoral colorié du côté de l'UPVM. Deux collègues vont prochainement partir en expatriation, une JEAI a été arbitrée favorablement au Mali, nous avons obtenu un poste d'accueil pour deux ans en Nouvelle Calédonie et un contrat de VIE au Maroc pour ce qui concerne l'IRD. Tout ceci confirme l'attractivité du GRED et sa reconnaissance par nos tutelles.

Une mission mixte (GRED/EspaceDEV/Auckland University) post-cyclone Pam a été organisée au Vanuatu avec le soutien du PDG de l'IRD. Elle pourrait déboucher sur des chantiers futurs dans le Pacifique Sud, une région du globe où je souhaite renforcer la présence de l'unité, notamment par des programmes prônant approche pluridisciplinaire sur la multi résilience en milieu insulaire dans un contexte de changements globaux.

Deux membres de GRED font partie du groupe d'experts IRD qui a été retenu par l'UE pour constituer un réseau de chercheurs et d'experts dans les domaines liés au développement et à la coopération internationale. Son rôle sera de prodiguer des conseils et ébaucher des rapports analytiques sur des thématiques précises pour renforcer les capacités d'EuropeAid dans l'élaboration des politiques.

Pour ma part, j'ai participé avec un groupe réduit de personnes de 3 organismes (AFD, CIRAD, IRD) à un atelier de réflexion et prospectives pour une nouvelle Initiative Sahel Maghreb en lien avec les Objectifs du Développement Durable (ODD), qui viennent d'être adoptés par l'assemblée générale de Nations Unies. Les ODD sont au nombre de 17 parmi lesquels l'IRD a décidé d'en privilégier 8 qui correspondent plus à ses missions et compétences.

Enfin, j'ai ébauché avec plusieurs DU d'UMR basées à Montpellier la perspective d'une future animation scientifique commune sur les interfaces sociétés/environnement, qui pourrait s'appuyer sur l'antenne locale de NSS-Dialogues et être accueilli à la future MSH-M. Si cette initiative devait se réaliser, je compte sur votre participation massive et votre soutien pour que notre unité se positionne en leader sur ces questions.

Bernard Moizo
Directeur de l'UMR GRED

UNE RECHERCHE D'ACCOMPAGNEMENT

Depuis 2010, dans le cadre du programme ANR SERENA, l'UMR GRED et le C3EDM accompagnent scientifiquement l'ONG Gret à Madagascar sur le programme Rhyviere, destiné à concevoir, tester et vulgariser des mécanismes de développement de la filière des petits réseaux hydro-électriques autonomes pour les zones rurales. Inscrit dans la politique du secteur Énergie de Madagascar, ce projet a opté pour une approche de développement durable obéissant aux engagements généraux du Gret : favoriser le développement des capacités industrielles, productives et organisationnelles locales, minimiser les impacts sociaux et environnementaux, responsabiliser les usagers et opérateurs dans la pérennisation des ressources naturelles utilisées dans une logique de gestion de bassin-versant, et enfin intégrer le projet aux dispositifs préexistants.

Dès 2009, le Gret s'est questionné sur la possibilité de développer des instruments de marché de type PSE-BV (Paiements pour Services Environnementaux - Bassin Versant) en vue d'engager opérateurs et usagers de l'électricité à la pérennisation des résultats de l'investissement consenti. Un intérêt pour ce type de dispositif socio-environnemental se faisait sentir à Madagascar depuis quelques années, suivi par celui des milieux académiques pour son étude. Mais ce développement a été très progressif et n'a pas encore donné lieu à une politique nationale ni même à un simple cadre réglementaire, qui est en cours d'étude à la Direction de l'Écologie du Ministère de l'Environnement et des Forêts. Pour les ONG, ces PSE-BV pilotes se présentent comme un moyen au moins temporaire de formaliser les interdépendances entre acteurs de l'eau, dans une phase de relatif effacement de l'État et de politiques de l'eau peu efficaces. Mais très peu de PSE-BV sont parvenus à la phase de contractualisation. Certains sont bloqués dans une situation de conflit et de complexité, ou en recherche de compromis. Dans l'intention de limiter ces difficultés pour ses projets pilote, et prendre en compte des contextes variés, le Gret a ici opté pour une gestion adaptative, qui mobilise fortement la recherche et nécessite des financements externes pour prendre en charge la phase de montage et le suivi.

Le programme d'accompagnement scientifique a donc pour rôle de mobiliser des connaissances sur les SE et PSE, faciliter avec le Gret la « co-construction » de ces dispositifs dans le cadre des projets locaux d'hydro-électrification et d'assurer des formations. Cet accompagnement fait participer et interagir les différentes équipes de GRED avec le C3EDM, un laboratoire d'économie de l'environnement de l'Université d'Antananarivo. Trois thèmes sont abordés : la facilitation d'une représentation partagée et objectivée des enjeux socio-environnementaux, la facilitation du montage d'un système de gouvernance durable de la ressource, et enfin la réalisation d'un suivi scientifique permettant une adaptation continue du dispositif.

Faciliter une représentation commune des enjeux socio-environnementaux

La connaissance sur la fonction hydrologique en jeu, à savoir le lien entre modes d'usage des terres et qualité et quantité des eaux est généralement faible, alors que les motivations des multiples parties prenantes à s'engager dans un PSE pour la protection des bassins versants dépendent de leur compréhension des enjeux. L'argument le plus utilisé par les instigateurs des PSE-BV, souvent liés au monde de la conservation forestière, est que sans la forêt, la ressource en eau peut se détériorer en termes de qualité et de quantité, militant pour une restauration ou une conservation du couvert forestier, services objets du paiement par des usagers de l'eau. Dans le cas du PSE pilote de Tolongoïna, portant sur un petit bassin de 6,3 km², il a été décidé de remettre à plat ce discours convenu qui conduisait à stigmatiser les communautés du bassin-versant au lieu de les engager dans un processus de concertation avec les usagers de l'eau. La définition collaborative et négociée du service environnemental a pris en considération non seulement



Sur ce nouveau bassin-versant du programme Rhyviere, le diagnostic socio-environnemental se focalise sur l'érosion due à une végétation peu résiliente soumise à des feux d'origine en partie pastorale (Beanantsindra, région Sofia).

les savoirs scientifiques des référentiels hydrologiques universel et malgache, des études hydrologiques participatives dans le contexte local, mais aussi un recueil de savoirs et valeurs locaux. Les réunions de délibération servaient à éclaircir les enjeux pour tous les acteurs et faciliter l'élaboration d'un schéma d'aménagement accepté par tous. En vue de faciliter ce dernier, des enquêtes sur les pratiques agricoles et leurs dynamiques ont été menées en vue d'identifier celles qui pourraient être encouragées et celles qui pourraient faire l'objet d'un aménagement.

Le prix des services rendus, inscrit dans le contrat final, résulte finalement d'un équilibre entre le (faible) consentement à payer des bénéficiaires de l'électricité (usagers, commune, industriel) et le consentement à recevoir des différents ménages du BV pour s'adapter au plan d'aménagement convenu. Le suivi actuel montrerait que ces aides reçues sous forme d'appuis en intrants et en formations restent insuffisantes, mais la

plateforme PSE compte mobiliser des financements additionnels en vue de faciliter les investissements nécessaires.

Dans le cas des nouveaux sites du programme Rhyviere II, où l'on ne sait pas encore si une démarche PSE pourra être développée, et dont les bassins mesurent chacun plusieurs dizaines à plusieurs centaines de km², la recherche d'accompagnement a commencé en

EMENT DE PSE À MADAGASCAR

2015 par la réalisation de contributions scientifiques au diagnostic socio-environnemental. Elle consiste d'une part à aborder l'état du bassin, des milieux et les pratiques qui les modèlent, la dynamique de la qualité et la quantité des ressources en eau, en vue d'identifier des milieux et pratiques clé susceptibles de faire l'objet de scénarii de gestion du BV et ultérieurement de négociations.

Un autre enjeu environnemental fondamental posé par les nouveaux sites est la constatation d'usages de l'eau antérieurs au projet, que ce soit au niveau du bassin (riziculture) ou sur le bief d'alimentation des centrales. Les informations recueillies et analyses (approche de Gestion Sociale de l'Eau, fonctions hydrologiques, cartographie, études de pratiques, diagnostics agraires et écologiques, diagnostics des risques), aideront les acteurs parties prenantes à formuler un diagnostic et négocier le partage de la ressource.

Appuyer le montage d'un système de gouvernance durable

La recherche d'accompagnement vise aussi à éclaircir les enjeux de gouvernance du PSE, par exemple les dissymétries d'attentes et de contraintes des différents acteurs impliqués : commune en attente de l'électricité mais sans marges financières, ménages du bassin-versant en demande de reconnaissance foncière, usagers en compétition avec le projet pour l'eau, opérateur privé

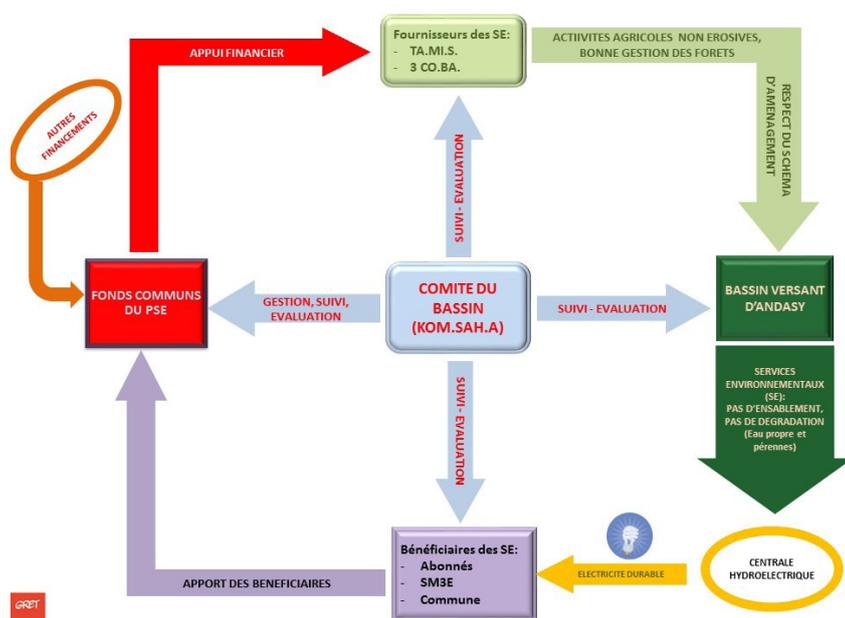


Schéma du mécanisme de paiement pour services environnementaux pour la protection du bassin versant d'Andasy du site hydroélectrique de Tolongoïna

l'identification des conflits potentiels et faciliter des articulations avec d'autres institutions et dispositifs antérieurs ou riverains du territoire de projet en vue de mises en compatibilité mutuelles.

Pendant la phase de négociation qui règle le texte du contrat, la recherche se met en retrait avant de revenir suivre la phase de mise en œuvre (changements de pratiques, évaluation du bien-être, fonctionnement du dispositif, nouveau diagnostic environnemental...).

Georges Serpantié (IRD)
Fano Andriamahefazafy (C3EDM),
Albert Rakotonirina (GRET)

Références

Andriamahefazafy F., Bidaud C., Méral Ph., Serpantié G., Toillier A., 2012 L'introduction de la notion de service environnemental et écosystémique à Madagascar. *Vertigo*, 2012, 12 (3), 21 p. [en ligne]
Bidaud C., Méral P., Andriamahefazafy F., Serpantié G. Cahen-Fourrot L., and Toillier A., 2013 Chapter 11; Institutional and Historical Analysis of Payments for Ecosystem Services in Madagascar In Muradian R. and L. Rival. (Eds) *Governing the provision of ecosystem services*. Springer, 207:234
Méral P. et Pesche D., (dir sc.), 2015. Douze fiches « Repères pour l'action » (<http://www.serena-anr.org/>)
Serpantié G., Rakotonirina A., Poussin J.C., Andriamahefazafy F.; 2014. Co-defining water regulation service in a local watershed PES project, Cases in Madagascar ESP Conference San José, Costa Rica, Sept 8-12th 2014.
Toillier A, Serpantié G., 2012 How to design a pro-poor payment for environmental services (PES) in the forest frontier ? Lessons from a research-action in Madagascar. 10th European IFSA Symposium, 1-4 July 2012 Aarhus Danemark http://www.ifsa2012.dk/downloads/WS1_3/ATollier.pdf

PETITES CATASTROPHES DANS UNE ÉTUDE D'UN QUARTIER INFORMEL

Que sont les petites catastrophes ?

Visibles dans la vie quotidienne de beaucoup de personnes particulièrement dans les secteurs marginalisés situés dans les régions enclins aux risques, ce sont de nombreuses catastrophes à petites échelles. Wisner et Gaillard (2009) ont considéré les catastrophes de petites échelles comme « négligées » parce qu'elles sont souvent invisibles dans les tables de données de catastrophes et ne reçoivent pas suffisamment d'attention des différents acteurs de la réduction des risques (i.e les gouvernements, les ONG, les médias, les autorités locales et la population) en termes de plan, d'actions, et de politiques de réponses. Les petites catastrophes affectent à maintes reprises les secteurs les plus vulnérables de la société qui sont souvent situés dans les régions géographiquement marginalisées exposées à plusieurs risques naturels et anthropiques. Les régions géographiquement marginalisées sont aussi des espaces d'exclusions sociales – régions déficientes ou dépourvues d'accès à un travail et de services sociaux - et sont laissées à l'abandon, isolées ou ségréguées comme résultat de préjudices socioéconomiques et politiques (Gough et al, 2006). L'accumulation des impacts des petites catastrophes en termes de mortalité, du nombre de personnes affectées et autres dommages socioéconomiques pourraient être égaux et plus importants que la majorité des catastrophes dans un endroit particulier et pendant une période de temps particulière (Bull-Kamanga et al, 2003 ; International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, 2006 ; Gaillard et al, 2014). Une étude de cas est présentée dans les parties suivantes pour fournir un petit compte-rendu de catastrophes laissées à l'abandon dans les endroits négligés. Les objectifs sont d'encourager les intégrations des petites catastrophes dans la réduction de risques des catastrophes (Disaster Risk Reduction ou DRR) et de prioriser les secteurs les plus vulnérables dans les espaces négligés.

Les impacts des inondations à petites échelles et des pluies abondantes au quartier informel le long de la Philippine National Railways, Manila, Philippines

Pour comprendre les impacts de ces petites catastrophes dans les vies quotidiennes des populations, une étude de cas a été conduite entre février et avril 2015 avec une communauté marginalisée composée d'au moins 56 familles trouvées à côté de Blumentritt Station, une des stations de la Philippine National Railways (PNR) dans Manille. Au moins 45% des familles (14 des



Figure 1 : Une portion du territoire occupé par la communauté marginalisée à côté de Blumentritt Station, Philippine National Railways (PNR), Manila, Philippines (J. Cadag, 12 March 2015)

31 familles questionnées) sont enregistrées comme résidents dans la communauté tandis que les restantes ne sont pas documentées. Parmi les habitants non documentés, au moins 70% (12 des 17 familles questionnées) vivent dans la communauté depuis 7 ans alors que le reste est issu d'une communauté marginalisée nouvellement démantelée à l'intérieur de la ville. La communauté marginalisée est située le long de la voie ferrée confinée par deux grands canaux qui sont les anciens canaux d'Estero de Tutuban (Estuaire de Tutuban) (Figure 1).

L'estuaire est connecté au grand Estero de Vitas, une entrée principale d'eau salée de l'océan pendant la marée haute et l'exutoire des crues des régions environnantes pendant des précipitations importantes. À cause de sa situation géographique et des drainages délabrés, la communauté marginalisée a été confrontée à des inondations de petites échelles (en moyenne 30 à 50 cm) au moins 3 fois par

semaine pendant la saison des pluies (juin à novembre). Les précédents typhons ont causé au moins 1 mètre d'inondation dans la communauté. D'après certains questionnaires, pendant le typhon Ketsana en 2009 et le typhon Nesat en 2011, l'inondation dans la communauté a atteint 2 mètres. Les interviews de personnes clés avec les officiels locaux et la santé des travailleurs indiquent qu'en effet, la communauté marginalisée à côté de la gare est grandement affectée par d'importantes catastrophes à cause de la fragilité des habitations de fortune dans la communauté. Face à des phénomènes naturels quotidiens comme des inondations de petite échelle (à cause de la marée haute et de la pluie) et des fortes pluies, des centaines et même des milliers d'habitants

IS DES ESPACES NÉGLIGÉS : URBAIN DANS MANILLE, PHILIPPINES



Figure 2 : Les enfants vivant avec leur famille près de l'estuaire de la rivière qui sont souvent touchés par les inondations de petite échelle à cause de la marée haute et de la pluie, Manila, Philippines (J. Cadag, 15 Janvier 2015)

souffrent de maladies, de mauvaises odeurs, de manque d'eau potable, de faim, de moyens de subsistance limité, de manque de vêtements secs, et de nombreux impacts négatifs sur les activités quotidiennes dans la communauté. Contrairement à des catastrophes majeures, les petites catastrophes se produisent presque tous les jours surtout pendant la saison des pluies. Les plus touchés sont les enfants, en particulier ceux qui souffrent de malnutrition, en raison de leur santé fragile, qui est le résultat de leur vie quotidienne (Figure 2). Les autorités locales n'ont aucune donnée des impacts à petites et grandes échelles des aléas naturels dans la communauté marginalisée en termes de dommages humains et économiques. Cette étude, néanmoins, montre une forte preuve que les impacts des catastrophes de petite échelle ne sont pas négligeables. Pour le moment, ils n'ont jamais été considérés dans les efforts de la DRR des agences gouvernementales locales et nationales

concernées. Aussi, les secteurs marginalisés qui sont aussi les secteurs les plus vulnérables n'ont pas l'opportunité de participer dans la DRR.

Les vulnérabilités de la population, la vie quotidienne et les petites catastrophes

Les vulnérabilités des populations ne sont pas seulement évidentes lors de catastrophes majeures mais sont intégrées dans la vie quotidienne de la population à risque. C'est aussi dans la vie quotidienne ou pendant des journées ordinaires que plusieurs catastrophes de petite échelle ont lieu. Les résultats de cette étude fournissent une preuve solide pour cette affirmation. D'un certain point de vue, les catastrophes sont la conséquence d'un sous-développement et d'une exclusion sociale. La population pauvre et les secteurs marginalisés de la société (i.e. personnes âgées, personnes souffrant d'un handicap, les minorités ethniques, les femmes, etc.) sont souvent les plus touchés par les catastrophes particulièrement celles de petites échelles. Ainsi, le manque de savoir-faire sur les petites catastrophes en particulier celles dans les espaces marginalisés mettent en péril l'accomplissement de la DRR de même que les objectifs de développement. Il résulterait de l'intensification de plusieurs problèmes sociaux lesquels sont nécessairement pré conditionnés et qui font que les personnes en particulier dans les secteurs marginalisés sont de plus en plus vulnérables aux catastrophes de petites et grandes échelles.

Jake Rom D. Cadag (jrdcadag@yahoo.com)

Department of Geography, University of the Philippines, Diliman, Philippines

Arnaud Clément (arnaudclement.35@gmail.com)

Université Paul-Valéry Montpellier III, France

Références

Bull-Kamanga, L., K. Diagne, A. Lavell, F. Lerise, H. MacGregor, A. Maskrey, M. Meshack, M. Pelling, H. Reid, and D. Satterthwaite (2003). From everyday hazards to disasters: The accumulation of risk in urban areas. *Environment and Urbanization*, 15, pp. 193-204.

Gaillard J.C., Luna E.M., Cadag J.R.D. (2014). Impact of 2012/2013 floods on education sector in Metro Manila & impact of education in emergencies policies, practices and capacity on disaster response to Manila floods. Save The Children Australia / Save The Children Philippines, Melbourne / Makati.

Gough, J., Eisenschitz, A., McCulloch, A. (2006). *Spaces of social exclusion*. London: Routledge.

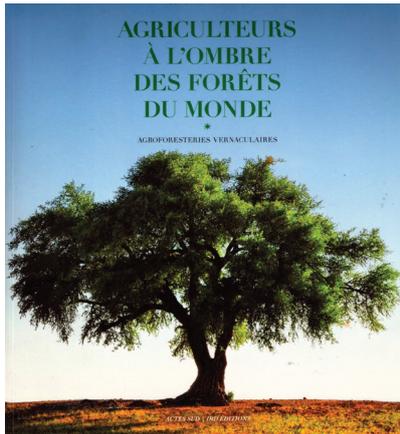
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (2006) *World disaster report 2006: focus on neglected crises*. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, Geneva.

United Nations International Strategy for Disaster Reduction (2014) *Terminology on DRR*. United Nations International Strategy for Disaster Reduction, Geneva. Available from: <http://www.unisdr.org/we/inform/terminology> (Accessed 11 March 2015).

Wisner B., Gaillard J.-C. (2009). An introduction to neglected disasters. *JAMBA: Journal of Disaster Risk Studies*, 2, (3), pp. 151-158.

Agriculteurs du monde à l'ombre des forêts

Nous habitons aujourd'hui entre deux rives. Celle de la nature transformée par la technique, qui a éradiqué les forêts sauvages pour produire toujours plus et plus vite. En face, comme une image inversée, la rive de la nature « naturelle », que nous nous évertuons à protéger avec un effort proportionnel à celui que nous déployons pour la transformer. Contrairement à ce que l'on croit, ces deux rives ne s'opposent pas, mais relèvent du même mode de pensée. Notre propension à conserver n'est que le négatif de notre avidité à produire et à consommer.



Les agriculteurs du monde nous montrent qu'il existe d'autres façons d'envisager le rapport entre production et conservation. Les combinaisons multiples entre leurs arbres, leurs champs et leurs forêts constituent un véritable patrimoine agroforestier, qui révèle d'autres formes de relation entre forêt et agriculture.

De l'agroforêt indonésienne à l'arganeraie marocaine ou à la châtaigneraie corse, apparaît en filigrane un modèle général, qu'on peut qualifier de « forêt domestique ». Il n'oppose pas le blé à l'arbre, la rentabilité à la diversité, la compétitivité au partage.

Penser une partie du monde à la lumière de ce lien étroit entre l'homme et la nature permettrait de sortir de l'obsession de la production pour prendre en compte la qualité de vie et la préservation de la diversité biologique et culturelle. La forêt domestique nous invite aussi à repenser un développement qui n'essaierait plus d'imposer des modèles universels mais aiderait les sociétés qui le souhaitent à maintenir ou à reconstruire leurs systèmes selon leurs propres logiques.

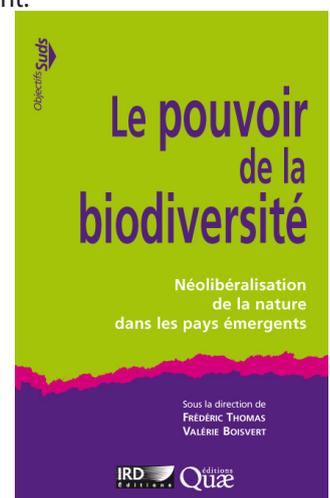
Contact : Geneviève Michon, UMR GRED
genevieve.michon@ird.fr

Le pouvoir de la biodiversité

Depuis vingt ans, la communauté internationale promeut le développement de contrats d'accès aux ressources génétiques afin d'assurer une exploitation durable et équitable de la biodiversité. On constate cependant que les impacts de telles politiques sont limités, en termes de conservation de la nature comme de justice environnementale ou de retombées financières pour les populations locales. Leur influence sur les agendas et les positionnements des gouvernements des pays émergents et de certains scientifiques est en revanche manifeste. Une grande partie de ces derniers a en effet été convertie aux instruments économiques de mise en valeur de la biodiversité : filières de produits naturels, projets d'écotourisme, paiements pour services environnementaux... Les formes de savoirs et de pouvoirs construits sur la biodiversité et les services écosystémiques témoignent de ce ralliement.

Le pari de cet ouvrage est ainsi d'analyser le « pouvoir de la biodiversité » en termes d'économie politique, à partir de l'examen des régimes de propriété industrielle sur le vivant dans trois pays émergents – le Vietnam, le Brésil et le Mexique – et d'études de cas sur la mobilisation des savoirs de communautés autochtones et locales dans ces pays. Les notions de biodiversité et de services écosystémiques et leur diffusion ne seraient-elles pas avant tout les marqueurs d'une néolibéralisation des politiques de conservation de la nature ?

Frédéric Thomas, Valérie Boisvert, IRD Éditions/Quæ, Col. Objectifs Suds, 2015



Cafés de la biodiversité



Pour la troisième année, les « Cafés de la biodiversité » reprennent à Montpellier tous les premiers jeudi du mois à 20 h à la brasserie Le Dôme.

Ces Cafés sont issus d'une idée simple : faire venir la biodiversité aux gens.

Les thèmes les plus importants en matière de diversité biologique sont présentés par les meilleurs spécialistes de la biodiversité travaillant à Montpellier ou ailleurs en France. Des questions locales aux enjeux planétaires, de l'agro-biodiversité montpelliéraine à la forêt tropicale, des parasites aux baleines bleues. Des rencontres interactives : une courte présentation, suivie d'échanges entre l'intervenant et la salle, puis de discussions au gré des envies des participants.

Programme 2015-2016

Date	Intervention
1er octobre	Isabelle Chuine (CNRS) - Quand la nature s'échauffe : la biodiversité face au changement climatique
5 novembre	Vincent Devictor (CNRS) - Sommes-nous enfin devenus maîtres de la nature ?
3 décembre	Thiphaine Chevallier (IRD) - La vie cachée des sols
7 janvier	Jean-Baptiste Frescoz (CNRS) - L'anthropocène, une révolution biogéologique d'origine humaine
4 février	Arnaud Grégoire (Université de Montpellier) - Des mésanges et des hommes
3 mars	Daniel Rodary (Biomimicry Europa) - Vivre avec nos voisins : biodiversité et biomimétisme
7 avril	Emmanuel Lézy (Université Paris Ouest Nanterre La Défense) - Ce que le géomagnétisme fait au vivant
12 mai	Marie-Angèle Hermitte (CNRS et EHESS) - Vers une nature sujet de droit
2 juin	Fabrice Vavre (CNRS) - Qui suis-nous ? L'individu, cet écosystème microbien

Contact : Estienne Rodary
06 42 83 75 52
www.facebook.com/cafes.biodiversite



Soutenances de thèses

Martin Boudou, le 30 novembre 2015 à 14 heures à l'IRSTEA à Villeurbanne

Approche multidisciplinaire pour la caractérisation d'inondations remarquables : enseignements tirés de neuf évènements en France (1910-2010). Co-direction F. Vinet (UMR GRED) M. Lang (Irstea).

Benoît Mialaret le 2 décembre 2015 à 14h salle Camproux UPV site route de Mende à Montpellier

Pôles d'échanges multimodaux et interfaçage des échelles de transport. Sous la direction de L. Chapelon.

Annabelle Moatty, le 14 décembre 2015 à 14 heures salle des colloques n° 1 site Saint-Charles à Montpellier

Pour une Géographie des reconstructions post-catastrophe : risques, sociétés et territoires. Sous la direction de F. Vinet.



Photo G. Serpantié



Photo B. Moizo

Une sélection d'ouvrages

Cherrad S.E., Miossec J.M. (dir), La grande ville méditerranéenne. Expériences et perspectives. Troisième rencontre scientifique Montpellier-Constantine, 2015, 208 p.

Vinet F., Leone F. (coord.), Plans communaux de sauvegarde et outils de gestion de crise. Actes du 7^e colloque Géorisques, Montpellier, Presses Universitaires de Montpellier, Géorisques, 2015, 128 p.

Une sélection d'articles

Blanco J., Genin D., Carrière S.M. The influence of Saharan agro-pastoralism on the structure and dynamics of acacia stands. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 213, 2015 : 21–31.

Fache E., Moizo B. Do Burning Practices Contribute to Caring for Country? Contemporary Uses of Fire for Conservation Purposes in Indigenous Australia. *Journal of Ethnobiology*, 2015, 35(1):163-182.

Le Meur P.Y. Anthropology and the Mining Arena in New Caledonia: Issues and Positionalities. *Anthropological Forum: A Journal of Social Anthropology and Comparative Sociology*, 2015 : 23-55.

Nkongho R.N., Ndjogui T.E., Levang P. History of partnership between agro-industries and oil palm smallholders in Cameroon. *OCL.Oilseeds Fats Crops and Lipids*, 2015, 22, art. 2015005 [15 p. en ligne].

Lavigne Delville Ph., Thieba D., 2015, Débat public, pertinence et légitimité des politiques publiques en Afrique. *La Politique Nationale de Sécurisation Foncière au Burkina Faso*, *Participations*, 2015/1 (11) : pp.213-236.

Randriamalala J.R., Hervé D., Letourmy P., Carrière S. M., Effects of slash-and-burn practices on soil seed banks in secondary forest successions in Madagascar. *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 2015, 199, p. 312-319.

Ruf T., Transférer l'eau du Rhône dans le Languedoc : regard critique sur les incidences du projet Aqua Domitia et les contradictions territoriales, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 25-26 | 2015, mis en ligne le 31 mars 2015.

Valony M.-J., Feraud J. et Lanau S., L'Angoustrine en Cerdagne dans les Pyrénées Orientales, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 25-26 | 2015, mis en ligne le 31 mars 2015.

Pour en savoir plus
<http://www.gred.ird.fr>

Contact de l'UMR
gred@ird.fr

Adresse postale
Centre IRD de Montpellier
BP 64501
34394 Montpellier cedex 5 - France

Adresse physique
IRD - UMR GRED
Parc Scientifique Agropolis 2, bât. 4
2196 Boulevard de la Lironde
34980 Montferrier-sur-Lez - France



Photo G. Michon



Photo L. Laloë

Directeur de la publication
B. Moizo

Comité éditorial
J.-P. Cherel, N. Finot,
G. Serpantié, C. Récallt